



Arrêt

**n° 189 958 du 20 juillet 2017
dans l'affaire X/ III**

En cause : 1. X

2. X

Ayant élu domicile : au X

Contre :

**l'Etat belge, désormais représenté par le Secrétaire d'Etat à l'Asile et la Migration,
chargé de la Simplification administrative.**

LE PRÉSIDENT F.F. DE LA III^e CHAMBRE,

Vu la requête introduite le 18 mai 2012, en son nom personnel et au nom de son enfant mineur, par Mme X et, en son nom personnel, par M. X, qui se déclarent de nationalité arménienne, tendant à l'annulation « de la décision prise par la partie adverse en date du 28.03.2012 déclarant irrecevable leur demande basée sur l'art 10 et 12 bis (*sic*) de la loi du 15.12.1980 ».

Vu le titre Ier *bis*, chapitre 2, section IV, sous-section 2, de la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers, dite « la loi » ci-après.

Vu le dossier administratif.

Vu l'ordonnance du 6 mars 2017 convoquant les parties à l'audience du 31 mars 2017.

Entendu, en son rapport, V. DELAHAUT, juge au contentieux des étrangers.

Entendu, en leurs observations, Me A. BOSSER *loco* Me G. H. BEAUTHIER, avocat, qui comparaît pour les parties requérantes, et Mme A. BIRAMANE, attaché, qui comparaît pour la partie défenderesse.

APRES EN AVOIR DELIBERE, REND L'ARRET SUIVANT :

1. Faits pertinents de la cause

1.1. La requérante, accompagnée de ses enfants, serait arrivée sur le territoire belge en 2006.

1.2. Par un courrier daté du 29 juin 2007, la requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9*bis* de la loi, qui a été déclarée irrecevable par la partie défenderesse au terme d'une décision prise le 17 juillet 2009.

1.3. Par un courrier daté du 13 janvier 2009, la requérante a introduit une demande d'autorisation de séjour de plus de trois mois sur la base de l'article 9*ter* de la loi, qui a fait l'objet d'une décision de

recevabilité prise par la partie défenderesse le 17 juillet 2009 avant d'être toutefois déclarée non-fondée au terme d'une décision prise en date du 13 avril 2011 et assortie d'un ordre de quitter le territoire. Un recours a été introduit à l'encontre de cette décision devant le Conseil de céans qui l'a rejeté par un arrêt n° 74 692 du 7 février 2012.

1.4. Le 17 février 2011, la requérante a introduit une demande d'admission au séjour sur la base des articles 10 et 12bis de la loi, laquelle a fait l'objet d'une décision d'irrecevabilité d'une demande d'admission au séjour prise par la partie défenderesse le 28 mars 2012 et notifiée à la requérante le 19 avril 2012.

Cette décision, qui constitue l'acte attaqué, est motivée comme suit :

«(...) est irrecevable au motif que : Les éléments invoqués ne constituent pas des circonstances exceptionnelles comme prévu à l'article 12 bis, §1er, 3° où il est clairement précisé que « l'intéressé/e doit se trouver dans des circonstances exceptionnelles qui l'empêchent de retourner dans son pays pour demander le visa requis en vertu de l'article 2 de la loi du 15 décembre 1980 auprès du représentant diplomatique ou consulaire compétent ».

Tout d'abord, rappelons que Madame [A.M.] et ses deux enfants avaient déjà introduit en date du 29/06/2007 une demande d'autorisation de séjour en application de l'article 9bis qui s'est vue déclarée irrecevable le 17/07/2009. Dans la présente demande, l'intéressée invoque son mariage avec le nommé [N.A.], le respect de l'article 8 de la Convention Européenne des Droits de l'Homme et la scolarité de ses enfants [A.L.] et [A.V.]. Or, ces éléments ont déjà été invoqués et examinés dans le cadre de la demande d'autorisation de séjour et en l'absence d'élément nouveau, ils n'appellent pas une appréciation différente de celle opérée auparavant par l'Office des étrangers.

A peine (sic) de vider de son sens la disposition légale, les circonstances exceptionnelles sont à l'évidence toute circonstance autre que la présence d'un conjoint sur le territoire belge.

L'intéressée invoque également à titre de circonstance exceptionnelle le fait d'avoir introduit pour elle-même et ses enfants une demande d'autorisation de séjour sur base de l'article 9ter, en raison de son état de santé. Notons que si cette demande a été déclarée recevable en date du 17/07/2009, elle a été jugée non-fondée le 13/04/2011, décision assortie d'un ordre de quitter le territoire et confirmée par le Conseil du Contentieux des Etrangers (Arrêt n°74 692 du 07/02/2012). En conséquence, l'intéressée ne peut se prévaloir d'aucune circonstance exceptionnelle liée à son état de santé et il a été établi qu'elle est à-même d'effectuer les démarches ad hoc au pays d'origine (sic) en vue de lever le visa adéquat pour elle-même et ses enfants, lesquels sont dépourvus de tout passeport et de tout visa pour la Belgique.

Par ailleurs, Madame [A.M.] n'a pas à faire application des arrêts n°140.612 du 14/02/2005 et n°140.182 du 03/02/2005 du Conseil d'Etat étant donné que ces arrêts visent des situations différentes. De plus, c'est à l'intéressée qui entend déduire de situations qu'elle prétend comparables qu'il incombe d'établir la comparabilité de ces situations avec la sienne (Conseil d'Etat – Arrêt n°97.866 du 13/07/2011), car le fait que d'autres ressortissants aient bénéficié d'une régularisation de séjour n'entraîne pas ipso facto sa propre régularisation et ne constitue pas une circonstance exceptionnelle.

Enfin, Madame [A.M.] affirme qu'il serait totalement disproportionné pour des motifs financiers de l'obliger à retourner dans son pays d'origine. Soulignons que le non-respect des conditions mises à l'accès et au séjour sur le territoire du Royaume ne peut constituer une circonstance exceptionnelle. L'intéressée est bien à l'origine du préjudice ou de la situation qu'elle invoque dès lors qu'elle a prolongé indûment son séjour au-delà de son visa court séjour et s'est mariée en séjour irrégulier. Or, il incombait à l'intéressée qui envisageait de se marier d'obtenir à partir du poste diplomatique un visa «en vue mariage ». Il ne s'agit pas d'une circonstance exceptionnelle.

Quant à l'affirmation de l'intéressée selon laquelle un retour au pays la contraindrait à une séparation d'une durée indéterminée et sans doute de longue durée avec son époux, elle est purement hypothétique dès lors que l'article 10ter, § 2 de la loi prévoit que « la décision relative à la demande d'autorisation de séjour est prise et notifiée dans les plus brefs délais et au plus tard dans les six mois suivant le dépôt de la demande (...) ». Il ne s'agit pas d'une circonstance exceptionnelle.

En conclusion, l'intéressée ne nous avance aucun argument probant justifiant l'impossibilité d'introduire sa demande dans son pays d'origine auprès de notre représentation diplomatique. Cette exigence est justifiée par la nécessité de traiter de manière égale les ressortissants étrangers qui introduisent leur demande par voie diplomatique normale. Sa demande est donc irrecevable ».

2. Exposé des moyens d'annulation

La requérante prend deux moyens dont un deuxième moyen de

- « - la violation de l'art. (sic) 10 et 12 bis de la loi du 15.12.1980 ;
- la violation de l'art 26/1 de l'arrêté Royal du 08.10.1981
- violation du principe de bonne administration qui implique le principe de proportionnalité et le principe de bonne foi et le principe de diligence ;
- erreur manifeste d'appréciation ;
- la violation de l'art. 8 de la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'homme et des libertés fondamentales
- la violation des art. (sic) 2 et 3 de la loi du 29 juillet 1991 relative à la motivation formelle des actes administratifs ».

Dans ce qui s'apparente à une *première branche*, après avoir reproduit le prescrit des articles 12bis de la loi et 26/1 de l'arrêté royal visé au moyen, la requérante expose ce qui suit :

« Qu'[elle] a introduit sa demande basée sur l'art. (sic) 10 et 12 bis 3° de la loi du 15.12.1980 le 17.02.2011;

Qu'un (sic) attestation de réception lui a été remise le 02.09.2011 ;

Que par un courrier du 28.03.2012, [son] conseil a attiré l'attention sur le dépassement du délai de traitement prévue (sic) par l'art. 12 bis de la loi du 15.12.1980;

Que la décision litigieuse a été prise le 28.03.2012 ;

Que lors de l'introduction de sa demande, [elle] a sollicité l'application de l'art. 12 bis §1 3° de la loi (circonstances exceptionnelles) ; Que [son] conseil avait particulièrement insisté, par un courrier daté du 06.08.2010, sur les circonstances exceptionnelles justifiant l'introduction de la demande en Belgique ;

Que manifestement la première partie adverse en prenant une décision d'irrecevabilité le 28.03.2012, soit plus d'un an après l'introduction de [sa] demande mais aussi plus de six mois après l'entrée en vigueur de la nouvelle loi, a violé l'art. 12 bis de la loi du 15.12.1980 ; Qu'elle a également violé l'art. 26/1 de l'arrêté royal précité ;

Que la seconde partie adverse ne s'est pas assurée « sans délai » de la recevabilité de [sa] demande; Qu'il ressort d'un email du médiateur fédéral que le dossier a été égaré pendant plus d'un an; Que les manquements dans le fonctionnement de la partie adverse ont empêché le traitement diligent [de son] dossier;

Que partant les parties adverses ont violé l'art. 12 bis de la loi du 15.12.1980 et l'art. l'art. (sic) 26/1 de l'arrêté royal précité a été violé ; Que le délai de traitement a dépassé celui prévu par l'art. 12 bis § 3 alinéa (sic) auquel renvoie l'art. 26/1 de l'arrêté royal précité a été violé (sic);

Que les parties adverses ont également violé le principe de bonne administration qui implique de respecter le principe de diligence ».

3. Discussion

3.1. Sur la *première branche* du deuxième moyen, le Conseil rappelle que l'article 12bis de la loi, en vigueur au jour de la prise de l'acte querellé, dispose comme suit :

« § 1er. L'étranger qui déclare se trouver dans un des cas visés à l'article 10 doit introduire sa demande auprès du représentant diplomatique ou consulaire belge compétent pour le lieu de sa résidence ou de son séjour à l'étranger.

Il peut toutefois introduire sa demande auprès de l'administration communale de la localité où il séjourne dans les cas suivants :

1° s'il est déjà admis ou autorisé à séjourner plus de trois mois dans le Royaume à un autre titre et présente toutes les preuves visées au § 2 avant la fin de cette admission ou autorisation;

2° s'il est autorisé au séjour pour trois mois au maximum et présente toutes les preuves visées au § 2 avant la fin de cette autorisation;

3° s'il se trouve dans des circonstances exceptionnelles qui l'empêchent de retourner dans son pays pour demander le visa requis en vertu de l'article 2 auprès du représentant diplomatique ou consulaire belge compétent, et présente toutes les preuves visées au § 2 ainsi qu'une preuve de son identité.

§ 2. [...]

La date du dépôt de la demande est celle à laquelle tous ces documents, conformes à l'article 30 de la loi du 16 juillet 2004 portant le Code de droit international privé ou aux conventions internationales portant sur la même matière, sont produits.

La décision relative à l'admission au séjour est prise et notifiée dans les plus brefs délais et au plus tard dans les neuf mois suivant la date du dépôt de la demande définie à l'alinéa 2.

Dans des cas exceptionnels liés à la complexité de l'examen de la demande et par une décision motivée, portée à la connaissance du demandeur, le ministre ou son délégué peut, à deux reprises, prolonger ce délai par période de trois mois.

A l'expiration du délai de neuf mois suivant la date du dépôt de la demande, éventuellement prolongé conformément à l'alinéa 4, si aucune décision n'a été prise, l'admission au séjour doit être reconnue.

§ 3. Dans les cas visés au § 1er, alinéa 2, 1° et 2°, lorsque l'étranger vise au § 1er se présente à l'administration communale de la localité où il séjourne et déclare se trouver dans un des cas prévus à l'article 10, il est, au vu des documents requis pour son entrée et son séjour et à la condition que toutes les preuves visées au § 2 soient produites, inscrit au registre des étrangers et mis en possession d'un document attestant que la demande a été introduite et d'un document attestant qu'il est inscrit au registre des étrangers.

L'administration communale informe sans délai le ministre ou son délégué de la demande et s'assure de son accord.

En cas de décision favorable du ministre ou de son délégué ou, si dans un délai de neuf mois suivant la date d'introduction de la demande, aucune décision n'est portée à la connaissance de l'administration communale, l'étranger est admis à séjourner.

Dans des cas exceptionnels liés à la complexité de l'examen de la demande et par une décision motivée, portée à la connaissance [du demandeur] avant l'expiration du délai prévu à l'alinéa 3, le ministre ou son délégué peut à deux reprises au maximum prolonger ce délai d'une période de trois mois.

§ 4. Dans les cas visés au § 1er, alinéa 2, 3°, lorsque l'étranger visé au § 1er se présente à l'administration communale de la localité où il séjourne et déclare se trouver dans un des cas prévus à l'article 10, celle-ci s'assure sans délai de la recevabilité de la demande auprès du ministre ou de son délégué. Lorsque celui-ci estime que l'étranger réunit les conditions du § 1er, alinéa 2, 3°, il le communique à l'administration communale qui inscrit alors l'étranger au registre des étrangers et le met en possession d'un document attestant que la demande a été introduite et d'un document attestant qu'il est inscrit au registre des étrangers.

[...]

Les dispositions du § 3, alinéas 3 et 4, sont également d'application.

[...] ».

En l'espèce, le Conseil constate, à la lecture de l'attestation de réception délivrée à la requérante le 2 septembre 2011 par l'administration communale d'Ixelles et qui figure au dossier administratif, que la requérante s'y est présentée le 17 février 2011 pour y introduire une demande d'autorisation de séjour en application des articles 10 et 12bis, § 1^{er}, 3°, de la loi. Or, cette demande a fait l'objet d'une décision d'irrecevabilité prise par la partie défenderesse en date du 23 mars 2012, soit bien après l'expiration du délai de neuf mois visé à l'article 12bis précité de la loi, lequel délai n'a fait l'objet d'aucune prolongation, de sorte que la partie défenderesse a violé le prescrit de cette disposition comme le relève la requérante en termes de requête.

3.2. Partant, la première branche du deuxième moyen est fondée et suffit à justifier l'annulation de l'acte attaqué.

Il n'y a pas lieu d'examiner le premier moyen et la deuxième branche du deuxième moyen de la requête, qui, à même les supposer fondés, ne sauraient aboutir à une annulation aux effets plus étendus.

PAR CES MOTIFS, LE CONSEIL DU CONTENTIEUX DES ETRANGERS DECIDE :

Article unique

La décision d'irrecevabilité d'une demande d'admission au séjour, prise le 28 mars 2012, est annulée.

Ainsi prononcé à Bruxelles, en audience publique, le vingt juillet deux mille dix-sept par :

Mme V. DELAHAUT,

président f.f., juge au contentieux des étrangers,

M. A. IGREK,

greffier.

Le greffier,

Le président,

A. IGREK

V. DELAHAUT